DÉGÂT DES EAUX

Voici la démarche exacte à suivre en cas de sinistre dégât des eaux.

Actuellement, la première personne contactée est trop souvent le syndic. Si nous sommes un de vos interlocuteurs privilégiés, nous n'avons pourtant pas la maîtrise des choses en ce domaine qui concerne surtout des parties **privatives**. Aussi, nous vous demandons en premier, lorsque vous constatez l'existence d'une fuite :

A/ Essayer d'identifier son origine : intérieur du logement ou appartement voisin ou partie commune, et lancer une recherche de fuite

1. **Intérieur du logement** : si la fuite est apparente, il vous appartient de remédier au plus vite à supprimer cette fuite en appelant un plombier de votre choix. Si la fuite est cachée, contacter **votre** assureur pour que celui-ci prenne en charge la « recherche de fuite ».
2. **Logement voisin** : prendre contact avec ce dernier qui pourra agir comme il est indiqué ci-dessus.
3. **Parties communes** : (toiture, façade, équipements communs, ...) nous contacter pour que nous missionnions une entreprise qualifiée pour cette recherche.

B/ établir un constat amiable de dégât des eaux avec les autres personnes concernées. Le premier volet de ce document sera pour votre assureur, le second pour celui l'autre personne. Nous transmettrons le troisième exemplaire (partie cartonnée) pour l'assurance du syndicat.

C/ A la suite de la recherche de fuite, procéder à la réparation de l'élément à l'origine de la fuite et faire établir des devis pour la remise en état des parties endommagées (revêtements muraux, plafond..).

D/ transmettre ces devis à votre assureur, nous en faire copie.

A l'issue de ces quatre opérations, votre compagnie d'assurance, en fonction de l'étendue du sinistre et des éléments concernés dans votre logement commandera une expertise et convoquera éventuellement l'assureur de la copropriété si des parties **immobilières** sont touchées (parquets, murs porteurs, ...).

En conclusion, lorsque vous subissez un sinistre ou si vous êtes à l'origine de celui-ci, la première action à réaliser est bien de contacter **votre assurance** qui sera le pilote du dossier et fera recours auprès de la compagnie assurant le syndicat si le besoin s'en fait sentir.

Le respect de cette procédure doit permettre de limiter les dossiers auprès de l'assureur du syndicat et de maîtriser le coût de la prime correspondante qui représente une part non négligeable de vos charges. De plus, sachez qu'en multirisque habitation, il n'existe pas de « malus ». Vous ne serez donc en aucun cas lésé par cette démarche.

LE SYNDIC